

Comité des Parties

Convention du Conseil de l'Europe
sur la prévention et la lutte
contre la violence à l'égard des femmes
et la violence domestique
(Convention d'Istanbul)



Rapport de la 19^e réunion

Strasbourg, le 11 décembre 2025

IC-CP(2025)RAP19

Table des matières

Point 1 de l'ordre du jour.	Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour	3
Point 2 de l'ordre du jour.	Informations administratives et budgétaires	3
Point 3 de l'ordre du jour.	État des signatures et ratifications de la Convention d'Istanbul	3
Point 4 de l'ordre du jour.	Élection des membres du Bureau	3
Point 5 de l'ordre du jour.	Recommandations concernant la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul	4
Point 7 de l'ordre du jour.	Demandes d'autorisation faites par des membres de la société civile souhaitant assister aux réunions du Comité en tant qu'observateurs	4
Point 8 de l'ordre du jour.	Discussion thématique sur la prévention et la lutte contre les meurtres liés au genre/féminicides	5
Point 9 de l'ordre du jour.	Désignation d'un·e rapporteur·e pour l'égalité de genre	5
Point 10 de l'ordre du jour.	Date de la prochaine réunion	5
Point 11 de l'ordre du jour.	Questions diverses	6
Point 12 de l'ordre du jour.	Adoption de la liste des décisions prises	6
Annexe I : Ordre du jour		7
Annexe II: Liste des participant·es		9

Point 1 de l'ordre du jour. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

1. Le Comité des Parties à la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (ci-après dénommés respectivement « le Comité » et « la convention ») a tenu sa 19^e réunion le 11 décembre 2025 à Strasbourg. Il a adopté le projet d'ordre du jour de la réunion, qui fait l'objet du document IC-CP(2025)OJ19rev2 prov, reproduit à l'annexe I.
2. La présidente souhaite la bienvenue aux membres du Comité et remercie la vice-présidente pour son soutien et sa collaboration fructueuse durant leur mandat. En outre, la présidente souligne qu'à l'ordre du jour figurent notamment l'élection du nouveau Bureau et la discussion thématique sur la prévention et la lutte contre les meurtres liés au genre/féminicides.
3. Enfin, la présidente rappelle que le rapport de la 18^e réunion du Comité, tel qu'il figure dans le document IC-CP(2025)RAP18, a été adopté au moyen d'une procédure écrite qui s'est achevée le 30 octobre 2025.

Point 2 de l'ordre du jour. Informations administratives et budgétaires

4. La secrétaire exécutive informe le Comité que le budget 2025 a été exécuté intégralement. Toutes les visites d'évaluation du GREVIO prévues pour 2025 ont effectivement eu lieu. Ainsi, en 2025, le GREVIO a effectué neuf visites, dont deux dans le cadre du cycle d'évaluation de référence (en Lettonie et en Ukraine). La secrétaire exécutive attire aussi l'attention du Comité sur les nouvelles fiches d'impact par pays que le Secrétariat a établies pour communiquer sur les progrès réalisés par les Parties à la convention tout au long de la procédure pluriannuelle d'évaluation de référence. Ces fiches ont été élaborées et diffusées sur les médias sociaux dans le cadre de la contribution du Conseil de l'Europe aux 16 jours de mobilisation contre la violence fondée sur le genre.
5. En outre, la secrétaire exécutive informe le Comité d'un fait nouveau concernant le GREVIO : le GREVIO a été élu pour présider, à compter de janvier 2026, la Plateforme des mécanismes d'experts indépendants sur la discrimination et la violence à l'égard des femmes (Plateforme EDVAW). Ce forum rassemble sept mécanismes d'experts indépendants des Nations Unies et régionaux qui se consacrent à la lutte contre la discrimination et la violence à l'égard des femmes et des filles. Assurer sa présidence constitue une excellente occasion de mettre en avant le leadership du GREVIO et d'échanger avec les Parties à la Convention d'Istanbul en vue de la prochaine session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU (CSW70).
6. Enfin, la secrétaire exécutive informe le Comité de l'arrivée récente d'un nouveau membre au sein du Secrétariat, Mme Vera Fonseca, et remercie les autorités portugaises de cette mise à disposition.

Point 3 de l'ordre du jour. État des signatures et ratifications de la Convention d'Istanbul**c) Déclarations et réserves**

7. En ce qui concerne les réserves, la secrétaire exécutive informe le Comité que, depuis sa dernière réunion, la Slovénie a renouvelé, en juin 2025, l'ensemble de ses réserves, qui concernent l'indemnisation, des questions de compétence territoriale, les poursuites d'office en cas d'infraction mineure, des questions de prescription et l'article 59, plus précisément les permis de résidence pour les femmes victimes de violences domestiques qui se séparent de l'auteur des violences, dont elles dépendent pour leur statut dans le pays.

Point 4 de l'ordre du jour. Élection des membres du Bureau

8. La secrétaire exécutive, qui assure la présidence pour ce point de l'ordre du jour, informe le Comité que trois candidatures au Bureau ont été reçues, une pour chacun des postes à pourvoir :

M. Vebjørn Heines, ambassadeur de Norvège, pour la présidence ; Mme Berta Mrak, ambassadrice de Slovénie, et Mme Rosa Velázquez Álvarez, ambassadrice d'Espagne, pour les vice-présidences. Le nouveau Bureau est élu par acclamation. Les personnes élues exerceront leurs fonctions à compter du 1^{er} janvier 2026, pour une durée de 12 mois. La secrétaire exécutive félicite les nouveaux membres du Bureau pour leur élection.

Point 5 de l'ordre du jour. Recommandations concernant la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul

9. La présidente présente les projets de recommandations du Comité des Parties sur la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul par le Royaume-Uni (évaluation de référence) et par l'Andorre, la Belgique, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal et la Serbie (première évaluation thématique).
10. Sur la base du modèle de recommandation approuvé par le Comité des Parties en janvier 2018 (et figurant dans le document IC-CP(2018)6), le Comité adopte ses recommandations formulées dans le cadre du premier cycle d'évaluation (de référence) et adressées au gouvernement du Royaume-Uni. Les recommandations font l'objet du document IC-CP(2025)22.
11. Sur la base du modèle de recommandation approuvé par le Comité des Parties en décembre 2024 (et figurant dans le document IC-CP(2024)10), le Comité adopte ses recommandations formulées dans le cadre du premier cycle d'évaluation thématique et adressées aux gouvernements de l'Andorre, de la Belgique, de la France, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal et de la Serbie. Les recommandations font l'objet des documents IC-CP(2025)23, IC-CP(2025)24, IC-CP(2025)25, IC-CP(2025)26, IC-CP(2025)27, IC-CP(2025)28 et IC-CP(2025)29.
12. Les personnes représentant chacune des huit Parties prennent la parole pour remercier le GREVIO des constats contenus dans les rapports d'évaluation respectifs et pour commenter les recommandations proposées. Elles expriment l'intention de leurs autorités de suivre les recommandations et donnent des exemples des efforts déployés pour faire progresser le respect des exigences de la Convention d'Istanbul dans leurs contextes nationaux. Les recommandations concernant le Royaume-Uni, l'Andorre, la Belgique, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal et la Serbie sont ensuite adoptées par le Comité ; le délai imparti aux autorités de ces pays pour faire rapport est fixé au 8 décembre 2028.

Point 6 de l'ordre du jour. Supervision de la mise en œuvre des recommandations formulées par le Comité des Parties

13. La présidente présente au Comité le projet de conclusions concernant la Pologne, qui se fonde sur le cadre pour la supervision de la mise en œuvre des recommandations adressées aux Parties lors de la procédure d'évaluation de référence (ce cadre figure dans le document IC-CP(2021)2).
14. La personne représentant les autorités polonaises évoque les progrès accomplis et les défis qui restent à relever pour prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ; elle indique que son gouvernement prend note des mesures énumérées et qu'il s'engage à poursuivre leur mise en œuvre. Après cette intervention, le Comité adopte ses conclusions sur la mise en œuvre des recommandations adressées à la Pologne (ces conclusions figurent dans le document IC-CP(2025)30).

Point 7 de l'ordre du jour. Demandes d'autorisation faites par des membres de la société civile souhaitant assister aux réunions du Comité en tant qu'observateurs

15. La présidente rappelle qu'une ONG (University Women of Europe) a demandé à participer aux réunions du Comité en tant qu'observateur et à y être représentée par sa présidente, Mme Anne Bergheim-Negre. Le Comité a décidé d'élaborer des critères pour la participation des ONG, sur la base du document IC-CP(2025)12, que le Comité a examiné lors de sa dernière réunion.

16. Depuis, plusieurs modifications ont été apportées au document, afin de l'aligner sur les pratiques d'autres organes de suivi, conformément à la demande faite par les membres du Comité lors de sa réunion précédente. Par exemple, le Comité a jugé nécessaire que toute décision sur l'autorisation de participation d'une ONG soit prise par le Comité lui-même, éventuellement selon une procédure écrite (d'approbation tacite), sur la base de critères à définir plus précisément lors de la présente réunion. Des éclaircissements ont été demandés, sous la forme d'un avis juridique, concernant la signification du terme « ad hoc », tel qu'il est utilisé dans le règlement intérieur du Comité. Le Secrétariat en a conclu qu'il s'agit d'une autorisation temporaire, liée à une réunion spécifique ou à un point spécifique de l'ordre du jour, dont le traitement peut s'étendre sur plusieurs réunions du Comité. Il est aussi précisé que la participation des ONG n'est possible qu'en personne et qu'il n'y a aucune possibilité de défraiement.
17. Au cours de la discussion qui suit, plusieurs membres prennent la parole pour souligner le rôle essentiel de la société civile (en particulier des organisations de défense des droits des femmes) dans la promotion de l'adhésion à la Convention d'Istanbul et de sa mise en œuvre. Sur la base de la proposition modifiée figurant dans le document IC-CP(2025)31, les membres du Comité conviennent qu'aucune différence ne doit être faite entre les ONG qui opèrent au niveau national et celles qui opèrent au niveau international en ce qui concerne leur capacité à participer ; ils conviennent cependant aussi que toute demande de participation devra être dûment motivée et présentée en temps utile. En outre, il est décidé que, à la suite d'une telle demande, le Secrétariat engagera une procédure écrite (d'approbation tacite) avant une réunion. Si l'un des membres du Comité émet des objections, celles-ci devront être motivées.
18. Il est décidé que ces critères seront ajoutés à ceux qui figurent déjà dans le document IC-CP(2025)31, pour adoption selon une procédure écrite, qui sera engagée en janvier 2026.

Point 8 de l'ordre du jour. Discussion thématique sur la prévention et la lutte contre les meurtres liés au genre/féminicides

19. La présidente souhaite la bienvenue à Mme Patsili Toledo Vásquez, maître de conférences spécialisée dans les questions de genre et les systèmes de justice pénale à l'université Pompeu Fabra de Barcelone et membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) de l'ONU. Mme Toledo Vásquez présente une vue d'ensemble des notions et définitions pertinentes, y compris leur évolution et leur conceptualisation juridique. Son exposé est suivi d'une brève discussion et de deux interventions de membres du Comité. Mme Marijke Weerwauters (Belgique) présente la loi belge sur la prévention des féminicides, qui constitue un exemple de cadre législatif complet ; Mme Sandra Batlak (Croatie), quant à elle, décrit l'approche croate, qui consiste notamment à considérer le féminicide comme une infraction pénale distincte. Par la suite, les membres du comité ont été répartis en petits groupes afin de discuter des avantages et des inconvénients des deux approches. Chaque groupe présente ensuite à l'ensemble du Comité un certain nombre de points clés pour alimenter la réflexion.

Point 9 de l'ordre du jour. Désignation d'un·e rapporteur·e pour l'égalité de genre

20. La présidente informe le Comité qu'aucune candidature à la fonction de rapporteur·e pour l'égalité de genre n'a été reçue. La secrétaire exécutive explique brièvement en quoi consiste ce rôle et pourquoi il est important de l'exercer. Les membres du Comité sont encouragés à réfléchir à ces informations et à proposer des candidatures d'ici la prochaine réunion.

Point 10 de l'ordre du jour. Date de la prochaine réunion

21. Le Comité décide de tenir sa 20^e réunion le 2 juin 2026.

Point 11 de l'ordre du jour. Questions diverses

22. Au nom du Comité, la secrétaire exécutive remercie vivement les ambassadrices Tanja Gonggrijp et Daniela Cujbă pour leur dévouement et les précieuses contributions qu'elles ont apportées au Comité ces deux dernières années. Ces remerciements vont aussi à l'ambassadeur Gilberto Jerónimo, qui n'est pas présent mais qui a assuré la vice-présidence jusqu'à la fin de son affectation à Strasbourg.

Point 12 de l'ordre du jour. Adoption de la liste des décisions prises

23. Le Comité adopte la liste des décisions qui figure dans le document IC-CP(2025)LD19.

Annexe I : Ordre du jour

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour (9h30)
2. Informations administratives et budgétaires
3. État des signatures et ratifications de la Convention d'Istanbul
 - a) Mesures prises par les États membres du Conseil de l'Europe en vue de la ratification de la Convention d'Istanbul : tour de table
 - b) Mesures prises par les États non-membres du Conseil de l'Europe en vue de la ratification de la Convention d'Istanbul
 - c) Déclarations et réserves
4. Election des membres de Bureau
5. Recommandations sur la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul

Cycle d'évaluation de base

- Royaume-Uni [IC-CP(2025)22prov]

Première cycle d'évaluation thématique

- Andorre [IC-CP(2025)23prov]
- Belgique [IC-CP(2025)24rev prov]
- France [IC-CP(2025)25prov]
- Italie [IC-CP(2025)26prov]
- Pays-Bas [IC-CP(2025)27prov]
- Portugal [IC-CP(2025)28prov]
- Serbie [IC-CP(2025)29prov]

6. Superviser la mise en œuvre des recommandations émises par le Comité des Parties

Conclusions

- Pologne
 - Projet de conclusions [IC-CP(2025)30 prov]
 - Formulaire de rapport soumis par le gouvernement [IC-CP/Inf(2025)08]
 - Informations supplémentaires de la part de :
 - o Amnesty International
 - o Dr hab. Magdalena Grzyb
 - o Federacja Mamy Prawo Fundacja Mokosz
7. Demandes d'autorisation de la société civile pour assister aux réunions du Comité en tant qu'observateurs [IC-CP(2025)31]

-
8. Discussion thématique sur la prévention et la lutte contre les meurtres de femmes liés au genre/fémicide
 9. Nomination d'un·e rapporteur·e sur l'égalité entre les femmes et les hommes
 10. Date de la prochaine réunion
 11. Questions diverses
 12. Adoption de la liste des décisions prises

Annexe II: Liste des participant·es

19th CoP meeting

BUREAU

11 December 2025

Ms Tanja GONGGRIJP
Chair
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Permanent Representative of the Netherlands to the Council of Europe

Ms Daniela CUJBĂ
Vice-Chair
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Permanent Representative of The Republic of Moldova to the Council of Europe

MEMBERS / MEMBRES

ALBANIA / ALBANIE

Ms Brunilda KOÇO
Deputy Permanent Representative
Permanent Representation of Albania to the Council of Europe

ANDORRA / ANDORRE

Ms Olimpia TORRES BARROS
Deputy Permanent Representative of Andorra to the Council of Europe

AUSTRIA / AUTRICHE

Ms Verena WEHMEYER
Federal Ministry of Women, Science and Research
Directorate General for Women and Equality
Department III/4 - Prevention of and Protection from Violence and
National Coordination Body for the Implementation of the Istanbul Convention

BELGIUM / BELGIQUE

Ms Marijke WEEWAUTERS
Senior strategic policy advisor
Institute for Equality between Women and Men

CROATIA / CROATIE

Ms Sandra BATLAK
Head of Service for Childrens and Family Policies, Ministry of Labour, Pension System, Family and Social Policy

Ms Gordana KUČAN ŠARFI
Senior adviser in Service for Children and Family Policies

Mr Ivan BUŠIĆ
Deputy to the Permanent Representative
Permanent Representation of Croatia to the Council of Europe

CYPRUS / CHYPRE

Mr Aristos TSIARTAS
Headperson of the National Coordinating Body for the Prevention and Combating of Violence Against Women
and Head of the Human Rights Directorate of the Ministry of Justice and Public Order

Mr John HUNTER
Deputy Permanent Representative
Permanent Representation of Cyprus to the Council of Europe

ESTONIA / ESTONIE

Ms Anne KRUUSEMENT
Adviser
Criminal Policy Department
Ministry of Justice and Digital Affairs

EUROPEAN UNION / UNION EUROPEENNE

Ms Katja LENZING
Deputy Head of Unit - Gender Equality
European Commission
Directorate General Justice and Consumers

Ms Lisa COLSTE
Legal officer – Gender Equality Unit
European Commission
Directorate General Justice and Consumers

Mr Killian PERNET
Legal Trainee
Delegation of the European Union to the Council of Europe

FINLAND / FINLANDE

Ms Marjatta HIEKKA
Legal Counsellor
Ministry for Foreign Affairs

FRANCE

Mme Stefania CHIRU
Bureau des affaires européennes et internationales
Ministères des Solidarités / Egalité F-H / Handicap / Enfance

Mr Robin CABALLERO
Conseiller politique
Adjoint au Représentant permanent
Représentation permanente de la France auprès du Conseil de l'Europe

GEORGIA / GEORGIE

Ms Eliso SHONIA
Deputy Head of the Human Rights Department
Administration of Government of Georgia

GERMANY / ALLEMAGNE

Ms Katharina WIATR
Coordination unit under the Istanbul Convention
Federal Ministry for Family Affairs, Senior Citizens, Women and Youth

GREECE / GRÈCE

Mr Georgios KOUMPOURAS
Deputy Head of Department for Legal Documentation and Process Support
General Secretariat for Equality and Human Rights
Ministry of Social Cohesion and Family Affairs

IRELAND / IRLANDE

Ms Lisa DOHERTY
Principal Officer | Criminal Justice – Victims of Crime Policy
The Department of Justice, Home Affairs and Migration

ITALY / ITALIE

Ms Elena PALLONI
Department for Equal Opportunities
Office for International Affairs
Presidency of the Council of Ministers

LATVIA / LETTONIE

Ms Ilze BĒRZINA
Senior expert
Children and Family Policy Department
Ministry of Welfare

LIECHTENSTEIN

Ms Ute MAYER
Diplomatic Officer
Office for Foreign Affairs of the Principality of Liechtenstein

LUXEMBOURG

Mme Isabelle SCHROEDER
Juriste
Département Lutte contre les discriminations

MALTA / MALTE

Ms Justine CUSCHIERI
Deputy Permanent Representative
Permanent Representation of Malta to the Council of Europe

REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Ms Veronica PASTELA
Senior Consultant

External Assistance and Project Management Service
National Agency on preventing and combating violence against women and family violence

MONACO

M. Gabriel REVEL
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
Représentant Permanent de Monaco auprès du Conseil de l'Europe

Mme Marie THOUVENIN-RAPPAIRE
Directrice
Direction de l'Action et de l'Aide Sociales

MONTENEGRO

Ms Ivana MAŠANOVIĆ
Deputy to the Permanent Representative
Permanent Representation of Montenegro to the Council of Europe

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Ms Janine VAN ROODEN-TIMMER
Senior policy advisor
Ministry of Health, Welfare and Sports

NORTH MACEDONIA / MACEDOINE DU NORD

Mr Nazim RECHI
Deputy to the Permanent Representative
Permanent Representation of North Macedonia to the Council of Europe

NORWAY / NORVEGE

Mr Vebjørn HEINES
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Permanent Representative

Ms Hilde Marit KNOTTEN
Senior Advisor
Ministry of Justice and Public Security
Police Department

POLAND / POLOGNE

Ms Iwona MARCZYK-STĘPNIEWSKA
Deputy to the Permanent Representative
Permanent Representation of Poland to the Council of Europe

PORTUGAL

Ms Marta SILVA
Head of the Domestic and Gender Violence Unit at the Commission for Citizenship and Gender Equality

Ms Mme Natália CAMPBELL
Deputy to the Permanent Representative
Permanent Representation of Portugal to the Council of Europe

ROMANIA / ROUMANIE

Ms Carmen NICULESCU
Senior Adviser
Directorate for Policy Strategies, Programmes and Partnerships
National Agency for Equal Opportunities between Women and Men

Ms Ramona Maria CIUCĂ
Deputy to the Permanent Representative
Permanent Representation of Romania to the Council of Europe

SAN MARINO / SAINT-MARIN

Ms Michela BOVI
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Permanent Representative of San Marino to the Council of Europe

Mr Filippo PANZAVOLTA
Deputy Permanent Representative
Permanent Representation of San Marino to the Council of Europe

SERBIA / SERBIE

Mr Miodrag PANTOVIĆ
Head of the Cabinet of the Minister without Portfolio for Gender Equality
Combating Violence against Women and Economic and Political Empowerment of Women

Ms Jovana STANAR VUKOVIĆ
Advisor
Cabinet of the Minister without Portfolio for Gender Equality
Combating Violence against Women and Economic and Political Empowerment of Women

SLOVENIA / SLOVENIE

Ms Berta MRAK
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Permanent Representative of Slovenia to the Council of Europe

Mr Matija VIDMAR
Deputy to the Permanent Representative
Permanent Representation of Slovenia to the Council of Europe

SPAIN / ESPAGNE

Ms Rosa VELÁZQUEZ ÁLVAREZ
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Permanent Representative of Spain to the Council of Europe

Ms Paula ROCHE PAREDES
Senior Advisor at the Cabinet
Government Delegation againsts Gender Violence
Ministry of Equality

SWEDEN / SUÈDE

Ms Frida HANSSON
Deputy Director

Division for Gender Equality
Ministry of Employment
Government Offices of Sweden

SWITZERLAND / SUISSE

Mme Sandra LENGWILER
Collaboratrice scientifique auprès du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes, Domaine affaire internationales

UKRAINE

Ms Nataliia BOHDANOVA
State expert of the expert group on combatting human trafficking, home violence and gender equality
Directorate of Social Services Development of this Ministry

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Ms Caroline WELLING
International and Devolution Lead
Interpersonal Abuse Unit
VAWG Directorate
Home Office

OTHER**EU PRESIDENCY**

Ms Line HERBÆK LARSEN
Special Advisor
Danish Ministry of Justice

SPEAKERS

Ms Patsili TOLEDO VASQUEZ
Adjunct lecturer of Gender and Criminal Justice Systems
University Pompeu Fabra, Barcelona

COUNCIL OF EUROPE

Mr Hallvard GORSETH
Director, Directorate of Equal Rights and Dignity

SECRETARIAT

Secretariat of the monitoring mechanism of the Council of Europe Convention on preventing and combating violence against women and domestic violence / Secrétariat du mécanisme de suivi de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique

Ms Johanna NELLES

Executive Secretary / Secrétaire exécutive

Head of the Violence against Women Division / Cheffe de la Division Violence à l'égard des femmes

Ms Françoise KEMPF

Administrator

Ms Francesca MONTAGNA

Administrator

Ms Elif SARIAYDIN

Administrator

Mr Mihail STOJANOSKI

Administrator

Ms Severina SPASSOVA

Administrator

Ms Vera FONSECA

Administrator

Mr Ivo GRUEV

Senior project officer

Ms Gaia GRIPPA

Project officer

Ms Christine EBEL

Principal administrative assistant

Ms Ioana VOELKEL

Principal administrative assistant

Ms Joanna SZELEZNIAK

Administrative support assistant

Ms Zsuzsanna MOLNAR

Management support assistant

Ms Daphne BEST

Trainee

INTERPRETERS / INTERPRETES

Ms Remy JAIN

Ms Bettina LUDEWIG QUAINÉ

Mr Nicolas GUITTONNEAU